

Nous avons souligné dans le chapitre 2 que, en plus de tous les prêts qu'elles ont consentis au Tiers monde, les banques nord-américaines avaient, chez elles, un nombre important de mauvaises créances dans les secteurs nationaux de l'énergie, de l'agriculture, de l'immobilier et du transport maritime, ce qui affaiblit considérablement leur marge de manoeuvre à l'étranger. À cet égard, M. Alan Hockin a expliqué au Comité combien il est facile de miner la confiance dans les banques, ainsi que les conséquences de ce processus. Si elles répudient ou réduisent trop de dettes, font des concessions trop généreuses en matière de taux d'intérêt, procèdent à des capitalisations d'intérêts ou à des escomptes à l'émission d'obligations, ou si elles prennent d'autres mesures qui, de l'avis des principaux déposants, outrepassent leurs capacités, les banques risquent fort de perdre la confiance de leur clientèle. Selon M. Hockin, les banques pourraient alors devoir interrompre leurs prêts aux pays du Tiers monde, n'étant plus en mesure d'attirer suffisamment de capitaux nouveaux pour remplacer les fonds perdus.

Mais les banques courent des risques plus graves encore. La circulation des capitaux s'effectuant désormais à l'échelle internationale, il existe un véritable danger de voir la faillite d'une seule grande banque dans l'un ou l'autre pays de l'OCDE faire tache d'huile et s'étendre. En d'autres mots, la banqueroute d'une grande banque aux États-Unis, au Canada ou en Europe à la suite d'une radiation de dette ou de la défaillance d'un débiteur important du Tiers monde aurait, de toute évidence, de graves répercussions sur l'ensemble du système bancaire international.

Les pertes commerciales

En cas de crise, le système financier du Canada ne serait pas la seule victime. Le ralentissement des échanges internationaux causé par le problème de l'endettement risque de faire perdre aux Canadiens des marchés d'exportation ainsi que des débouchés de financement du commerce à l'exportation. Les pays en développement endettés ont dû déployer d'énormes efforts pour réduire le déficit de leur balance des paiements. Dans la plupart des cas, ils y sont arrivés en réduisant considérablement leurs importations, ce qui a entraîné pour le Canada et d'autres pays de l'OCDE une baisse des exportations et une augmentation du taux de chômage.

Pour les Canadiens, il n'est pas toujours évident de comprendre dans quelle mesure la réduction des importations du Tiers monde provoquerait une baisse des exportations et des pertes d'emplois, compte tenu du fait que les ventes directes du Canada à ces pays ont toujours été considérablement moins importantes que pour la plupart des pays de l'OCDE. En 1982, par exemple, les exportations du Canada en direction de l'ensemble des pays du Tiers monde représentaient 12,1 p. 100 seulement de ses exportations totales, contre 40,9 p. 100 dans le cas des États-Unis, 22,8 p. 100 pour l'Allemagne de l'Ouest, 45,5 p. 100 pour le Japon et 29,7 p. 100 pour la France. Le coût direct d'une diminution des importations par les pays du Tiers monde serait donc moins élevé pour les Canadiens que pour les citoyens d'autres pays industrialisés. En 1985 cependant, le Canada n'expédiait plus que 8,1 p. 100 de ses exportations totales aux pays du Tiers monde, soit une baisse de 25 p. 100.

Plus précisément, M. W.T. Brock, l'un des vice-présidents de la Banque Toronto-Dominion, a indiqué au Comité que, selon ses calculs, les exportations